

Une indifférence dangereuse

Dossier de la rédaction de H2o
 Avril 2014

Le constat Rabankhi Abou-Bâkr Zida sur la négligence de la municipalité de Ouaga

Les autorités d'antan ont cru bien faire en construisant dans les années 1960, les barrages n° 1, 2 et 3 de la ville de Ouagadougou. L'objectif était d'approvisionner les populations en eau potable. Avec une capacité cumulée de plus de 14 millions m³, ces ouvrages jouent un rôle non négligeable dans l'approvisionnement de la ville en eau potable.

Aujourd'hui, le constat est amer. Tous les trois présentent un visage piteux et inquiétant. La pression anthropique croissante sur ces barrages a provoqué ce que nous voyons aujourd'hui en plein cœur de la capitale burkinabè. La question de la gestion durable de ces infrastructures d'approvisionnement en eau potable se pose avec acuité.

On le sait, ces barrages, tout comme la forêt de Bangr-Weoogo, constituent les poumons écologiques pour la ville. Des techniciens en la matière soutiennent qu'ils jouent un rôle de recharge de la nappe phréatique et servent de zones de tampon de préservation des Ouagalais contre les inondations. Ailleurs, les retenues d'eau sont bien préservées, surveillées pour leur assurer une longévité certaine. Chez nous, on observe sans mot dire. Les lits des barrages sont transformés en terrain de "maraîchage de misère". Devons-nous être notre propre fossoyeur ?

Certes, de nombreuses familles tirent leur pitance des activités de maraîchage ou de jardinage. Mais combien sont-elles celles qui savent que les terres fragilisées par leur labour sont emportées directement dans le lit par la pluie ? L'ensablement et la prolifération de la jacinthe d'eau sont visibles. Les profondeurs originelles de ces retenues sont réduites, jour après jour. C'est désolant.

Face à ces agressions et menaces, il est difficile de jouer à l'indifférent. Nous ne gagnerons rien à laisser disparaître ces ouvrages. La présence de ces barrages en plein centre-ville sert aux hommes, aux animaux et à la végétation. Tout le monde se souvient, comme si c'était hier, du sinistre du 1er septembre 2009. Si ces retenues d'eau n'existaient pas, la catastrophe hydraulique allait être plus grande. D'ailleurs, des spécialistes ont indiqué que si ces barrages cédèrent, les sinistres atteindraient le chiffre de 150 000 à Ouagadougou.

De temps en temps, les médias et autres structures attirent l'attention des décideurs. Jusqu'ici, c'est silence radio. Il est temps d'agir. Les autorités municipales, celles en charge de l'eau, de l'environnement et de l'agriculture sont interpellées. L'heure de la sensibilisation et de la répression a sonné. Si des mesures ne sont pas prises, ces barrages risquent de disparaître un jour. Il suffit d'y faire un tour pour constater la menace. Et pourtant une solution à la pollution des barrages est encore possible. Il va falloir commencer à multiplier les visites de terrain. Sous d'autres cieux, il existe une police de l'eau, chargée de la surveillance, avec tous les moyens d'action possible. La nature a horreur du vide. Tant qu'il n'y aura pas une interdiction formelle de mener des activités dans le lit des barrages, les Ouagalais payeront pour leur silence. Notre indifférence nous conduira inéluctablement vers le désastre. Mais serons-nous fiers de cette tragédie hydro-écologique ?

Chacun sa réponse.

Rabankhi Abou-Bakr Zida, Sidwaya Quotidien (Ouagadougou) - AllAfrica 09-03-2014